

INFO ALLIANCE

07 mars 08

EN CONTINUITÉ

Ce sera très bref. Vous avez reçu une convocation pour une assemblée extraordinaire de l'Alliance

qui se tiendra à Drummondville jeudi prochain le 27 mars. Un document de consultation accompagnait cet envoi. Je vous apporte aujourd'hui une feuille de questions qui ne visent pas à orienter vos opinions, mais à vous aider à les préciser. C'est un outil de travail.

Vous recevez en même temps une missive spéciale vous expliquant le plus possible la situation de travail du Comité sur l'indexation mis sur pied suite à une motion adoptée unanimement par les membres de l'Assemblée nationale le 16 octobre 2007.

Le Groupe de Travail des Associations de Retraités (GETAR – plus de 120 000 retraités des secteurs public et parapublic) avait désigné comme représentants Roger Bellavance et André Goulet. Le GETAR avait aussi formé un Comité technique de 6 personnes pour appuyer les démarches de ses deux représentants. Roger Bellavance et moi avons fait accepter ce Comité technique par le Comité sur l'indexation, et la possibilité de travailler ouvertement avec ce Comité technique. Après 7 réunions, ayant l'impression de s'en aller dans cul-de-sac, les 2 représentants ont laissé entendre au Comité technique qu'ils se verraient dans l'impossibilité de signer le Rapport du Comité à cause de ce qu'ils perçoivent comme orientation des travaux. Mais le mandat exprimé par la motion de l'Assemblée nationale exige l'unanimité des membres du Comité. Pour tenter d'éviter cette situation, les deux représentants et les membres du Comité technique ont rencontré le GETAR pour en discuter. Le devoir de confidentialité des 2 représentants les empêchait de dévoiler tout le contenu au GETAR, mais pas au Comité technique. Pour la même raison, je ne peux pas entrer dans les détails des travaux, ce que vous comprenez sûrement.

Le GETAR et le Comité technique se sont rencontrés avec les 2 représentants, et pris la décision que je vous présente aujourd'hui sur une lettre qui accompagne cet INFO ALLIANCE.

Nous en sommes là actuellement et travaillons à la préparation d'un outil de travail pour tenter de redresser la situation.

Ce n'est pas facile d'être en attente, mais vous serez informés le plus rapidement POSSIBLE.

André Goulet, président
Case postale 75133
Québec G1Y 3C6
Téléphone (418) 658 – 4431
alliancedesassociations@bellnet.ca



ALLIANCE DES ASSOCIATIONS DE RETRAITÉS

L'Avenir de l'Alliance des Associations de Retraités

Préambule:

Lors de l'assemblée annuelle du 15 octobre dernier, les membres présents ont discuté longuement et sérieusement de l'avenir de l'Alliance, non pas en mettant en doute sa valeur, mais en constatant les difficultés qu'elle éprouve dans son évolution. Ces difficultés sont reliées surtout à sa mission, sa structure de représentation, son financement, le recrutement, ses ressources humaines. L'AAR est à un point tournant de son histoire. Le statu quo ne peut plus tenir.

Les membres ont alors décidé de mettre sur pied un Groupe de réflexion devant produire un rapport pour le 15 février 2008, ce qui fut réalisé avant. Le Comité exécutif et le Conseil d'administration ont donc pu se réunir le 12 février 2008. La suite prévue des travaux demandait d'envoyer ce rapport, pour consultation, à toutes les associations en règle. Les associations devaient, après consultation de leurs membres, retourner leurs commentaires pour le 15 mars 2008. Finalement, tout devait être soumis à l'assemblée annuelle prévue pour le 26 mai 2008, à Drummondville.

Constatant l'importance de cette consultation, les difficultés que rencontrent les représentantes et représentants des régions pour communiquer avec les associations membres sur leur territoire, et voulant assurer la qualité de la consultation, les membres du CA ont préféré lancer la consultation par une assemblée spéciale qui réunira les présidents et les représentants des associations membres. Cette assemblée importante se tiendra le 27 mars 2008 à Drummondville. Le CA a jugé pertinent d'ajouter, au document de consultation et à la convocation officielle, les 2 documents de Jacques Guilmain intitulés » Synthèse historique du vécu de l'AAR ».

En faisant le bilan des forces et des faiblesses et en considérant les options, trois scénarios semblent envisageables.

1. Abolir l'Alliance :

2.-Relancer l'Alliance, selon une approche différente :

3. Redéfinir l'Alliance autour du secteur public, en en faisant un regroupement des Associations locales ou régionales :

Trois scénarios envisageables

Nous allons définir brièvement chacun de ces scénarios, en précisant certains éléments sommaires et en essayant de faire ressortir les avantages et difficultés.

1. Abolir l'Alliance :

L'Alliance a atteint ses objectifs originaux qui visaient à obtenir une place adéquate dans la gestion des régimes de retraite pour les retraités et à leur assurer un rôle et une part dans la distribution des surplus des régimes de retraite. Même si la tâche n'est pas terminée en ce qui concerne le secteur public et parapublic couvert par le RREGOP, le GTAR a été créé et assure maintenant le leadership du dossier.

Cet état de fait se manifeste par la désaffection de plusieurs groupes du monde municipal et du secteur privé. La mission actuelle de l'AAR ne répond plus au besoin.

On n'a pas intérêt à maintenir en place une organisation qui ne répond plus au besoin. Pendant que les Associations de personnes retraitées continuent de se développer et de mieux se définir et se structurer, les coalitions ponctuelles et la concertation semblent une étape à franchir.

Avantages :

- Éviter la mort lente et la désorganisation
- Être proactif par rapport à une réalité qui semble inéluctable.
- Constaté que le statu quo autour de la mission actuelle n'est plus possible.

Inconvénients :

- Laisser bon nombre de petites associations sans moyen de se regrouper
- Assumer certaines activités de terminaisons et assurer la gestion finale des actifs et des dossiers.
- Laisser aux Associations locales la tâche de favoriser certains groupements, avec les coûts que cela implique.

2. Relancer l'Alliance, selon une approche différente :

La mission et l'organisation de l'Alliance n'ont pas évolué au rythme des besoins, pour toutes sortes de bonnes raisons; en autres, les énergies disponibles ont été utilisées ailleurs. Les structures régionales prévues à l'origine n'ont jamais réellement fonctionné et on n'a pas trouvé de réponses adéquates aux difficultés de recrutement et de développement.

Les personnes retraitées se regroupent en Associations sous différents modèles et pour des raisons très diverses. Certains privilégient l'approche «Club social», d'autres veulent élargir le rôle des associations pour y joindre un rôle de défense des intérêts, certains veulent garder leur base d'appartenance à leur ancien milieu de travail, d'autres veulent appartenir à des groupes plus larges et rompre avec leur milieu traditionnel.

Il est à première vue impossible de concevoir un regroupement d'Associations viable en voulant réunir des intérêts si divers et des motivations légitimes aussi diversifiées.

La relance de l'Alliance suppose qu'on définisse une mission commune capable de rassembler et qu'on précise certains modes d'organisation susceptibles d'assurer la participation, l'intérêt et la viabilité.

Mission :

Défendre les intérêts économiques et sociaux des retraités organisés en Association.

Cela veut dire : Défendre le droit d'Association, assurer la reconnaissance juridique des Associations, leur droit de représentation, de recrutement, d'obtenir certaines informations des employeurs, développer avec les syndicats certaines revendications pour assurer le passage du statut de syndiqués à celui de retraités, assurer les intérêts fiscaux des retraités face au retour au travail ou au bénévolat, assurer la déductibilité des cotisations professionnelles, intervenir dans la préparation des budgets provincial et fédéral, défendre les régimes collectifs de retraite, assurer la présence des citoyens retraités dans les lieux de représentations politiques, défendre des politiques d'hébergement qui brisent l'isolement et le parage des aînés, etc.

Base d'organisation :

- Regrouper des organisations qui se constituent sur un modèle syndical ou associatif une base commune d'appartenance comme un régime commun de retraite, un milieu de travail, un groupe professionnel ;
- Disposer d'une cotisation de base et de statuts garantissant des assises démocratiques (Assemblée annuelle ou congrès, exécutif, registre de membres...) ;
- Avoir dans sa mission associative un volet défense des intérêts ;
- Disposer de moyens de communications électroniques ;
- Assurer au minimum un secrétariat provincial.

Avantages :

- Permettre une concertation continue et systématique des Associations ;
- Disposer d'un plan d'action structuré ;
- Briser l'isolement de petites associations ;
- Favoriser le développement d'un modèle d'organisation stimulant ;
- Favoriser le regroupement des associations et la concertation plutôt que le morcellement et la compétition.
- Assurer une meilleure défense des intérêts des retraités

Inconvénients :

- Exiger beaucoup d'énergie pour la mise en place, la révision des statuts et le recrutement ;
- Demander à certains groupes des investissements additionnels et des contributions pour assurer une véritable relance ;
- Assumer certains risques et incertitudes ;
- Se développer en parallèle avec certains autres regroupements, notamment le GTAR ;
- Avoir la patience d'attendre les résultats à moyen terme ;

3. Redéfinir l'Alliance autour du secteur public, en en faisant un regroupement des Associations locales ou régionales :

Le G.T.A.R s'est plus ou moins substitué à l'AAR dans la défense du dossier de l'indexation des régimes de retraite du secteur public. L'ARR est cependant membre du GTAR et y représente surtout les groupes qui ne sont pas autrement représentés. Les Associations du privé et du municipal n'ont pas manifesté grand intérêt à l'égard de l'Alliance ces derniers temps, ni exprimé un besoin pressant de regroupement.

Le G.T.A.R s'affaiblirait en écartant les associations à caractère institutionnel ou régional, mais il n'a pas la capacité d'assurer une représentation directe de tous ces groupes, sans se doter d'une structure appropriée et de statuts plus fonctionnels. La priorité à la lutte pour l'indexation, absorbe toutes les énergies et il n'en reste plus pour discuter de structures et de

fonctionnement. La concertation demande actuellement beaucoup d'énergie....

Reconnaissant la situation actuelle et le rôle de représentation de l'Alliance au sein du G.T.A.R., il faudrait orienter le travail dans cette direction et mettre à la disposition de l'Alliance certains moyens pour lui assurer ce rôle de représentation des petits groupes.

Avantages :

- Assurer une survie à l'Alliance dans la période transitoire ;
- Permettre aux petites Associations d'être parti prenante à la lutte pour l'indexation ;
- Renforcer l'action du GTAR, en ajoutant la représentation de quelques milliers de retraités de plus.

Inconvénients :

- Laisser les Associations du privé et du municipal s'organiser par elles-mêmes ;
- Réduire les capacités financières de l'AAR ;
- Vivre avec les incertitudes sur la capacité de développement et de survie ;

Conclusion préliminaire ;

Une première contribution à la réflexion. Quel que soit le scénario retenu, il ne pourra se réaliser sans l'apport d'énergie et de travail systématique. À moins qu'on opte pour la mort lente.

Membres du Groupe de réflexion:

Jean Des Trois Maisons, Robert Gaulin, André Goulet, Julien Pellerin, Lise Robitaille, Claire Royer.

CONSULTATION – 27 mars 2008 sur l'AVENIR DE L'AAR

Quelques questions visant à préparer et à faciliter les échanges le 27 mars prochain. Vous n'oubliez pas cette assemblée extraordinaire de l'Alliance dont vous avez reçu la convocation avec les documents de base et un INFO ALLIANCE.

QUESTIONS (n'envoyez pas vos réponses ou réflexions, gardez les pour la réunion de ce 27 mars 2008).

- 1 Avez-vous de prime abord une idée sur la situation actuelle de l'Alliance?
- 2 En lien avec la mission d'origine de l'AAR (dans le document de Jacques Guilmain), identifiez des éléments ayant connu des réalisations. Ce document est sur le site www.alliancedesassociationsderetraites.org
- 3 Quelle est la situation problématique qui a amené cette consultation?
- 4 Pourquoi est-ce ainsi?
- 5 Qu'est-ce que le GETAR (Groupe de Travail des Associations de Retraités) ?
- 6 Quand et comment est né ce GETAR ?
- 7 C'est un vrai ou un faux problème ?
- 8 Quels éléments sont plus problématiques ?
- 9 Les membres de votre association connaissent-ils bien l'Alliance ?
- 10 Pourquoi votre association est-elle membre de l'AAR ?
- 11 Avez-vous choisi une des orientations présentées dans le document de consultation ?
- 12 Qu'attend votre association de l'AAR, à court terme et à long terme ?
- 13 Comment voyez-vous la participation de votre association au fonctionnement de l'AAR, au choix des dossiers à défendre, aux actions à entreprendre, au financement.?
- 14 (Pour ne pas finir avec le chiffre 13 !!!) Avez-vous déjà en tête quelques moyens concrets? Quelques idées de fonctionnement ?

André Goulet, président